

Le renseignement indien en quête d'efficacité

Par **Alain Lamballe**, général de brigade et ancien diplomate, spécialiste de l'Asie du Sud ayant effectué l'essentiel de sa carrière militaire dans le renseignement et les relations internationales, et président d'honneur de l'association Asie Moyen-Orient (AMO) à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Les services de renseignement indiens ont été organisés relativement tard. Il a en effet fallu deux guerres avec le Pakistan en 1947 et en 1965 et une guerre avec la Chine en 1962 pour que les autorités indiennes prennent enfin conscience de l'importance du renseignement et reconnaissent la nécessité de créer un véritable service spécialisé destiné à recueillir l'information au-delà des frontières. Les domaines privilégiés concernent les problèmes politiques et sécuritaires, la lutte contre le terrorisme constituant une priorité. La recherche du renseignement porte en tout premier lieu sur les pays voisins, surtout le Pakistan et la Chine. Mais pour les informations scientifiques, elle s'étend aux autres pays, principalement occidentaux. La diaspora présente sur tous les continents possède en son sein quelques éléments hostiles qu'il convient de surveiller (1), mais elle sert aussi à accroître l'influence indienne dans le monde.

Des services encore jeunes et inexpérimentés

Aujourd'hui, l'Inde possède trois principaux services de renseignement :

- **L'Intelligence Bureau (IB)** s'occupe du renseignement intérieur. C'est le plus ancien des services de renseignement puisqu'il date de l'époque coloniale. Jusqu'en 1968, il s'occupait aussi bien du renseignement extérieur que du renseignement intérieur mais ses effectifs étaient essentiellement composés de policiers. Depuis sa création, l'IB est rattaché au ministère de l'Intérieur. Son directeur est toujours un policier. Ses effectifs seraient de l'ordre de 11 000 personnes, dont près de 5000 chargées du recueil d'informations, ce qui est très peu pour un pays de plus de trois millions de km² et peuplé de presque un milliard trois cents millions d'habitants, confronté à d'énormes défis sécuritaires. Si l'IB est bien implanté sur l'ensemble du territoire indien, un nombre insuffisant de ses membres parle les langues des indigènes tribaux, les *adivasis*, qui alimentent les rangs des mouvements maoïstes. À certaines reprises, ce service a été accusé d'ingérences dans le fonctionnement démocratique des institutions, en contribuant au remplacement de gouvernements provinciaux.
- **La Research and Analysis Wing (R&AW)**, créée en 1968, est rattachée au Premier ministre. Elle a pour vocation de rechercher le renseignement politique, économique, scientifique et militaire à l'extérieur, de manière ouverte ou clandestine, et de détecter les

activités d'espionnage à l'encontre du pays. Ses effectifs seraient de l'ordre de 10 000 personnes, civils et militaires. Des difficultés de recrutement de personnels de qualité ont gêné l'expansion du service. L'insuffisance du nombre de linguistes est criante, même pour opérer dans les pays géographiquement proches du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Peu d'experts comprennent le chinois.

La R&AW dispose en outre d'un bras armé, la **Special Frontier Force (SFF)** créée en 1962, donc bien avant la naissance de la R&AW, et qui avait initialement incorporé des Tibétains car elle avait pour but d'aider une éventuelle guérilla au Tibet. Depuis, ses missions se sont diversifiées. Elle est, par exemple, intervenue pendant la guerre de 1971 dans le Pakistan oriental d'alors.

- Il existe également au sein de l'état-major interarmées, qui n'est en fait qu'un embryon, un service de renseignement, la **Defence Intelligence Agency (DIA)**, mais elle ne remplit pas vraiment son rôle, l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air ayant conservé leurs services spécialisés, dénommés respectivement **Directorate of Military Intelligence (DMI)**, **Directorate of Naval Intelligence (DNI)** et **Directorate of Air Intelligence (DAI)**. Ces organismes souffriraient tous d'un manque de cadres de qualité.

Une coordination difficile

La suspicion entre civils et militaires, très fréquente en Inde, s'étend au domaine du renseignement. Elle s'est renforcée au fil des ans. Les dysfonctionnements ont été pris en compte. La coordination et la supervision des différents services de renseignement civils et militaires sont assurées par le Joint Intelligence Committee (JIC), créé en 1990. Le JIC sert de secrétariat pour le National Security Council (NSC), établi également en 1990, qui définit les grandes options stratégiques. Le JIC est rattaché au secrétariat du Cabinet interministériel, donc au niveau du Premier ministre. Son directeur provient en général de l'un des services de renseignement. Le National Security Adviser (NSA) joue aussi auprès du Premier ministre un rôle majeur en matière de renseignement mais ses responsabilités dépassent largement ce domaine puisqu'elles incluent celles de conseiller le chef du gouvernement sur tous les problèmes de sécurité, de négocier avec les pays étrangers sur les affaires stratégiques et de présider le conseil exécutif de la Nuclear Command Authority (NCA). Le poste a été créé en 1998. Deux organismes, le Multi Agency Centre (MAC) et

le Joint Task Force on Intelligence (JTFI) ont été créés au sein de l'IB. Le MAC a pour mission de recueillir et coordonner les informations relatives au terrorisme et le JTFI doit transmettre les informations aux gouvernements provinciaux en temps réel et renforcer les capacités antiterroristes des polices provinciales. En réalité, ces deux organismes font preuve d'inefficacité à cause d'un manque de personnels et d'équipements. Sur le terrain, au niveau des provinces, des contacts réguliers ont lieu entre les services civils et militaires. Mais ils sont souvent de médiocre qualité. De plus, la police locale ne coopère pas toujours en ce qui concerne la recherche et l'échange d'informations sur les diverses insurrections qui agitent le pays.

Enfin, les services de renseignement indiens éprouvent des difficultés à pénétrer les mouvements extrémistes, particulièrement ceux qui se réclament de la mouvance islamiste. Ils ne disposent en général que d'un nombre insuffisant de musulmans au sein de leurs effectifs, qui s'explique sans doute par la crainte d'être infiltrés. Mais pourtant, sans musulmans, toute pénétration des organisations djihadistes est impossible.

Alain Lamballe

Note

(1) Notamment les militants cachemiris et sikhs actifs à l'étranger, en particulier dans les pays européens et nord-américains ainsi qu'en Australie.

Photo ci-dessous : Photographie du faux passeport de Kulbhusan Yadav, accusé par le Pakistan d'être un espion indien du RAW, arrêté au Baloutchistan en mars 2016 et soupçonné de participer de manière directe ou indirecte à des activités subversives au Pakistan, notamment dans le but de saboter le projet sino-pakistanaï de corridor économique. (© Muhshusa)

